



Crise de santé dans nos villes et villages : il y a URGENCE.

Partout en France, des pans entiers du territoire basculent dans une forme de désertification médicale. Longtemps concentré dans les zones rurales, ce phénomène gagne désormais les villes. Grenoble en est l'illustration tragique : en 2025, plus de 15 000 habitants ont perdu leur médecin traitant. À l'horizon 2030, ce sont près de 50 000 Grenoblois qui risquent d'en être privés si rien n'est fait.

Cette crise a des répercussions immédiates sur la santé mentale : absence de dépistage, retards de diagnostic, renoncements aux soins. Elle touche d'abord les plus précaires, creusant encore les inégalités sociales de santé.

Face à cela, les jeunes socialistes doivent proposer des solutions concrètes. Encourager les maisons de santé pluriprofessionnelles, permettre aux collectivités de salarier directement des médecins, développer la téléconsultation sans pour autant remplacer les rendez-vous en présentiel, inciter financièrement les jeunes médecins à s'installer dans les zones sous-dotées : ces leviers existent.

L'État doit également revoir la régulation de la formation et de l'installation des professionnels de santé.

La question des choix de spécialité médicale mérite également toute notre attention : certaines disciplines, comme la gériatrie, la gynécologie ou encore la psychiatrie, sont aujourd'hui sous-valorisées. Ces manques humains, structurels et persistants, entraînent une pénurie de professionnels, allongent considérablement les délais de consultation et compromettent la qualité du suivi médical.

Enfin, nous devons repenser l'organisation de notre système de soins en lien avec les acteurs locaux, les usagers et les professionnels. C'est à cette condition que nous pourrons reconstruire un égal accès aux soins partout, pour toutes et tous.